



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 30 janvier 2025

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIALE SAVEL
Le Bois Joli
49280 LA SÉGUINIÈRE

Références : 2024_10_15_Rapport_Inspection_SIALE SAVEL

Code AIOT : 0054902137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement SIALE SAVEL implanté Le Bois Joli - 49280 LA SÉGUINIÈRE. L'inspection a été annoncée le 11/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle des points de non-conformité des 2 précédentes visites.
Action nationale 2024 - Rétentions

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIALE SAVEL
- Le Bois Joli - 49280 LA SÉGUINIÈRE
- Code AIOT : 0054902137
- Régime : Autorisation
- IED : Non

Installation d'abattage de volailles autorisée au titre des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention et reconrôle des non-conformités relevées lors de la dernière inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés

par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prétraitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 2/11/2001, article 6.2.4.2	Demande d'action corrective	15 jours
3	Traitement et prescriptions de rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 2/11/2001, article 6.2.4.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
4	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17- I	Demande d'action corrective	15 jours
6	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 4/10/2010, article 59	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Canalisations de transport des effluents	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Accidents - Incidents	Arrêté Préfectoral du 2/11/2001, article 3.2	Demande d'action corrective	15 jours
10	Élimination des boues de station et des fientes de volailles	Arrêté Préfectoral du 2/11/2001, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Entretien et maintenance des équipements de traitement et de mesure	Arrêté Préfectoral du 2/11/2001, article 6.2.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
12	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 1	Sans objet
5	Produits incompatibles - rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17 - II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dossier ICPE de l'installation n'est pas à jour : les travaux de création de la nouvelle installation de production de froid n'ont toujours pas fait l'objet d'un porter à connaissance déposé en préfecture depuis le dernier contrôle. Le nouveau bassin d'aération des effluents aqueux de l'abattoir a été réalisé et mis en fonctionnement sans autorisation préalable du préfet...

Un dossier de porter à connaissance, contenant toutes les informations détaillées dans le présent rapport de contrôle, est attendu par l'inspection.

Un incident ayant impacté le fonctionnement les équipements de pré-traitement des eaux usées du site n'a pas été notifié à l'inspection des installations classées.

Les rejets aqueux ne respectent pas les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral de l'installation, en lien avec un dépassement conséquent du volume d'eaux usées traitées, générant un dépassement du flux autorisé pour le paramètre phosphore. A noter que le bassin versant dans lequel l'installation rejette ses eaux traitées est particulièrement sensible au phosphore.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 1
Thème(s) : Autre, Tonnage d'abattage
Prescription contrôlée : Le 3 ^{ème} alinéa de l'article 1 ^{er} de l'arrêté D3-2001-n° 872 ter du 2 novembre 2001 susvisé est ainsi rédigé : 2210-1 : Abattage d'animaux (le poids des carcasses susceptibles d'être abattu étant supérieur à 2 tonnes par jour). - capacité journalière : 46,6 tonnes
Constats : Le tonnage annuel pour l'année 2023 et d'environ 11 350 tonnes. La plus grosse journée d'abattage a été le 4 décembre 2023 avec 20,3 tonnes de carcasses produites. L'établissement respecte le tonnage prévu dans son arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prétraitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2001, article 6.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prétraitement des effluents
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires passent obligatoirement dans une station de prétraitement qui comprend :

<ul style="list-style-type: none"> - un dégrilleur à entrefer de 6 mm - un canal de comptage du débit
<p>Constats :</p> <p>Le dégrilleur à 6 mm est en fonctionnement au moment du contrôle.</p> <p>Les bordures de trottoirs le protégeant sont cassées et en cours de réparation. L'exploitant explique qu'un véhicule a reculé dans le dégrilleur et l'a endommagé ainsi que ses abords. Cet incident n'a pas été déclaré à l'inspection.</p> <p>À noter la présence d'un second dégrilleur, à 2 mm, qui n'est pas en fonctionnement au moment de la visite, mais qui doit être positionné en aval du dégrilleur à 6 mm. Il sera mis en route une fois les travaux de réparation des abords terminés.</p> <p>Les installations de pré-traitement des eaux résiduaires ne fonctionnent pas conformément au dossier ICPE de l'installation. Aucune mesure de renforcement du suivi de la qualité des rejets n'a été mise en place dans l'attente d'un retour à la conformité du système de pré-traitement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La déclaration d'incident a été transmise, par mail du 24/10/2024, à la demande de l'inspection.</p> <p>Cette déclaration est très sommaire. Il n'est notamment pas précisé la durée de non fonctionnement du dégrillage, il n'y a pas non plus d'évaluation du volume d'eau usée non dégrillée. Un renforcement du suivi de la station n'a pas non plus été envisagé. Ces éléments doivent être précisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Traitement et prescriptions de rejets des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2001, article 6.2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et prescriptions de rejets des effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents sont traités dans une station d'épuration de type lagunage à deux étages : lagunage anaérobie et lagunage aérobie à boues activées dans les conditions et selon les dispositions présentées dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>À l'issue du traitement, les eaux épurées se déversent dans le milieu naturel par le ruisseau de la Morballiou.</p> <p>Les rejets sont conformes aux règles applicables aux rejets d'eaux résiduaires dans le milieu naturel et présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Température maximale : 30° C - PH : [5,5 - 8,5] - Débit horaire moyen : 20 m³ /h - Débit journalier de pointe : 260 m³ /j - Après régulation sur 7 jours : / <p>Ces mesures sont réalisées sur un prélèvement moyen effectué sur 24 h asservi au débit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin d'aération dit SBR du système de traitement des eaux usées qui présentait des dégradations importantes lors d'un précédent contrôle a été entièrement comblé.</p> <p>Un nouveau bassin d'aération a été créé sur une parcelle agricole en contrebas de l'installation, le bassin présente des dimensions supérieures au bassin initial.</p> <p>Ces travaux ont été réalisés sans demande préalable auprès du préfet de Maine-et-Loire. La situation de l'installation doit être régularisée avec le dépôt d'un dossier de porter à connaissance, avec l'ensemble des évolutions apportées à la filière de traitement des eaux usées et une proposition de nouvelles normes de rejets et flux rejetés en pointe et en moyenne.</p> <p>L'analyse des résultats d'auto-surveillance des rejets déclarés dans GIDAF montre des non-conformités sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Paramètre phosphore total:

<p>La moyenne de la concentration des rejets en P total est passé de 1,6 mg /L en 2018 à 2,2 mg /L en 2023 et 2,9 mg /L en 2024.</p> <p>Pour rappel, afin de respecter le SDAGE Loire-Bretagne, vous avez déposé un porter à connaissance en préfecture en avril 2018 dans lequel vous vous engagiez sur des normes de rejet à hauteur de 1 mg /L. Le service d'inspection constate que non seulement cette norme n'est pas respectée, mais la qualité du rejet se dégrade d'année en année sur le paramètre Phosphore. Je vous rappelle également que la préfecture vous avait adressé un courrier en date du 28 février 2019 par lequel il vous était demandé d'apporter des clarifications sur ce porter à connaissance. À ce jour, aucune réponse n'a été apportée.</p> <p>Par ailleurs, l'autosurveillance montre que le flux rejeté en phosphore a dépassé les valeurs limites de rejet autorisées à 5 reprises en 2024 et 6 reprises en 2023.</p> <p>Ce flux massique en phosphore total présente des non-conformités récurrentes sur 2023 et 2024, avec 11 dépassements de la valeur limite de rejet.</p> <p>- Débit journalier rejeté : l'auto-surveillance montre qu'en moyenne, le débit journalier rejeté est de 450 m³ en 2023 et en 2024, alors que le débit journalier de pointe défini par l'article 6.2.4.3 fixe une valeur maximale de 260 m³. Cela représente donc un dépassement de l'autorisation de rejet de 70 % sur les deux dernières années. Le volume maximum journalier n'est que très rarement en dessous des 260 m³ tels que fixés par l'arrêté d'autorisation réglementant l'installation. En effet, les déclarations GIDAF montre des dépassements sur 337 jours en 2023 contre 30 jours conformes. Entre janvier 2024 et août 2024 210 jours présentent des dépassements de volume rejeté contre 35 jours conformes.</p> <p>Par ailleurs, les 2 derniers comptes rendus de l'entreprise ADIPAP concernant le fonctionnement de la station, ont été demandés à l'exploitant par mail en date du 16/10/2024. Ces rapports transmis le 24 octobre 2024, et datés des 9 et 27 septembre 2024, concluent aux mêmes résultats que ceux de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17- I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>La quasi totalité des produits stockés dans le local de maintenance sont disposés sur des rétentions. Seuls 3 bidons ouverts de liquide de lave-glace et de refroidissement sont stockés sur une étagère. Ces produits doivent être disposés sur une rétention.</p> <p>La station de distribution de carburant dispose de 2 cuves à double paroi. Une cuve de 2 500 L pour le GNR et une cuve de 40 000 L pour le gazole soit 40 m³. La rubrique ICPE n° 1435 prévoit que ce type d'installations soit soumis à déclaration si le volume annuel de carburant liquide distribué est supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total des carburants. Vous voudrez bien apporter les éléments de justification que ces seuils ne sont pas dépassés.</p> <p>Je vous rappelle que ces installations, même si elles sont utilisées et suivies par la société en charge du transport des volailles vivantes, sont situées sur l'emprise géographique de l'établissement SIALE SAVEL et relève donc de la responsabilité de cet exploitant au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>

Le lieu de distribution est sur rétention pour la partie gazole. En revanche, la pompe de distribution du GNR est située sur une aire enherbée ne disposant d'aucune rétention. Un système permettant la récupération du GNR tombé au sol doit être mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17 - II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Plusieurs produits d'entretien sont disposés sur un même bac de rétention : FORCE 7, DEPTIL CL, DEPTIL PA 5. Ces produits sont compatibles à la lecture des fiches de données de sécurité. Les lubrifiants THESCO HV 46 et VIDALIM S 100 sont stockés sur le même bac de rétention . Ces produits sont compatibles. Les fiches de sécurité de ces produits ont été transmises à l'inspection par mail du 24/10/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
Constats : La rétention des eaux d'extinction se fait autour des bâtiments et par la montée en charge dans les canalisations et réseaux de l'établissement. Un dispositif obturateur manuel permet de fermer la canalisation de rejet des eaux pluviales vers le milieu naturel. La capacité de rétention n'est pas connue de l'exploitant. Cette information n'était pas présente dans le dossier initial de demande d'autorisation puisque non réglementée à l'époque. Une mise à jour du dossier est indispensable sur ce point. Selon le plan des réseaux disponible sur le site et les informations apportées par le responsable de la maintenance, il n'existe qu'un seul point de rejet des eaux pluviales vers le milieu naturel, à proximité du point de rejet des eaux usées traitées. L'inspection a également constaté que le dispositif obturateur manuel permettant de fermer la canalisation de rejet des eaux pluviales n'était connu que du responsable maintenance. L'inspection relève l'absence de consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ce dispositif essentiel en cas d'incendie ou de pollution sur le site pour contenir les eaux polluées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription,
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : Le dispositif manuel de fermeture du réseau des eaux pluviales n'était pas connu du responsable environnement, ni du directeur de site. Aucune consigne/procédure de sécurité n'est établie pour que cette vanne puisse être actionnée par les personnes présentes ou d'astreinte en cas d'incendie sur le site. Aucune signalétique ne permet de connaître la localisation de ce dispositif. Seul M. MARTEAU, chef de la maintenance, a connaissance de son existence. Une procédure d'utilisation de ce dispositif de fermeture du réseau d'eaux pluviales en cas de sinistre doit être mise en place. Une signalétique est également indispensable afin de permettre à chacun de retrouver facilement cet équipement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription,
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Canalisations de transport des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25
Thème(s) : Autre, Canalisations de transport des effluents
Prescription contrôlée : On entend par effluents : - les eaux résultant de l'activité (process, lavage) ; - les eaux vannes (sanitaires). Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
Constats : Le plan des réseaux de l'installation disponible sur place n'indique pas la vanne de coupure du réseau d'eau pluviales en cas d'incendie. Par ailleurs, les réseaux des nouveaux bâtiments n'y figurent pas non plus. Ce plan doit être mis à jour dans le cadre du porté à connaissance qui doit être déposé en préfecture concernant les différentes modifications de l'installation. Les comptes rendus des contrôles 2023 et 2024, concernant l'entretien des déshuileurs, ont été demandés à l'exploitant par mail du 16/10/2024. L'exploitant a transmis une fiche d'intervention de la société SARP OSIS OUEST en date du 23/08/2023, concernant le pompage et le nettoyage des 2 déshuileurs du site. La fiche d'intervention de 2024 est attendue dans un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Accidents - Incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2001, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer, dans les délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, ainsi que les mesures palliatives et préventives.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté qu'un accident était survenu sur le dégrilleur. En septembre, un camion a reculé sur cet équipement, qui a été mis à l'arrêt sans que l'inspection n'ait été informée de cet incident. Cet incident n'a pas été déclaré, alors qu'il s'agit d'une obligation définie par le Code de l'environnement. Je vous rappelle que «L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1. » La déclaration d'incident a été transmise, par mail du 24/10/2024, à la demande de l'inspection. Cette déclaration est très sommaire, l'inspection demande que des précisions soient apportées (cf point n° 2 du rapport).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Élimination des boues de station et des fientes de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2/11/2001, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, plan d'épandage
Prescription contrôlée : Les boues de la station d'épuration et les fientes de volailles sont recyclées sur les terres agricoles du plan d'épandage dans les conditions présentées dans la demande d'autorisation. Cet épandage est réalisé selon les bonnes pratiques agricoles, de sorte qu'il ne soit pas source de nuisance pour l'environnement.
Constats : Lors du contrôle de l'installation en 2019, le dernier prévisionnel et le dernier bilan des épandages avait déjà été demandé à l'exploitant. Les plans prévisionnels 2023 et 2024 des épandages, ainsi que le bilan annuel des épandages 2023, n'ayant pas été transmis à l'inspection, ils ont été demandés à l'exploitant. Ont été transmis par mail les prévisionnels 2022 et 2024 et le bilan des épandages 2023. Le prévisionnel 2023 est attendu par l'inspection dans un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Entretien et maintenance des équipements de traitement et de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2/11/2001, article 6.2.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et maintenance des équipements de traitement et de mesure
Prescription contrôlée : L'exploitant s'engage à veiller quotidiennement à l'entretien et à la maintenance des équipements de traitement et de mesure. Un registre de ces anomalies et des mesures correctives est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le stockage des eaux épurées est assuré sur le site dans une lagune de 2 000 m ³ .

Constats : Le dernier diagnostic de fonctionnement du dispositif de suivi des rejets a été réalisé par la société GES et a été transmis à l'inspection par mail du 24/10/2024. Le dernier diagnostic fait état de l'absence de procédures d'auto-contrôle interne pour s'assurer de l'absence de dérive du préleveur automatique et du débitmètre à ultrason. L'absence de procédures qualité doit faire l'objet d'actions correctives. L'agrément, au titre du suivi régulier des rejets, par l'agence de l'eau est présent dans ce document daté du 28/04/2016. La dernière attestation de renouvellement de l'agrément du dispositif (tous les 2 ans) doit être transmise à l'inspection dans un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative (rubrique ICPE 1185)
Prescription contrôlée : Décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)
Constats : Une installation au R290 dans le refroidisseur CTA [l'équivalent du propane] a été mise en route sans notification préalable auprès du préfet. Cette non-conformité a déjà été signalée dans le rapport de contrôle daté du 25 octobre 2023. Un dossier de porter de connaissance avait alors été demandé à l'exploitant. Ce dossier n'a jamais été transmis. Une mise en demeure de déposer, à la préfecture, un dossier de porter à connaissance avec un plan et un descriptif des nouvelles installations mises en route, va être transmise à l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois